

Consensus économique 2026

Yesterday

Avril 2026



Sommaire

Consensus économique d'IDEA : Yesterday	3
« Quelques paris » sur 2026.....	4
Contexte international : la Vie en morose.....	4
Retour sur les paris du Consensus de 2025	5
Tous les regards braqués vers l'emploi	5
Le scénario macroéconomique luxembourgeois	6
Rentré dans le rang	6
Petit à petit, la dette s'amplifie	8
Statut quo pour les taux	9
Immobilier : back to 2022 !	10
Année de la compétitivité : moins de papiers et plus de logements	10
Un Consensus pro-réformes.....	11
Libre-échange et UE plus active.....	13
Objectif climatique : l'UE devant le Luxembourg	14
Citations marquantes des panélistes lors de cette édition 2026.....	15
ANNEXE : Panel et questionnaire du consensus économique.....	16
Panel.....	16
Questionnaire Consensus Economique IDEA – Mars 2026	17

Consensus économique d'IDEA : Yesterday

*Yesterday
All my troubles seemed so far away
Now it looks as though they're here to stay
Oh, I believe in yesterday*

Les mots et la voix de Paul McCartney résonnent fort en 2026, d'autant plus au Luxembourg dont l'âge d'or semble s'éloigner année après année. Ainsi, la 7^{ème} édition du Consensus d'IDEA montre une résignation face au ralentissement prolongé de l'économie luxembourgeoise, voire européenne, et un déclin de la confiance des répondants par rapport à l'an passé. Au fil des réponses des membres du Consensus s'expriment des craintes sur la situation socio-économique pour 2026 et à plus moyen-terme. Les perspectives d'un retour de l'inflation inquiètent quant à l'évolution des taux d'intérêt et au secteur de la construction, tandis que l'avenir de la situation budgétaire, le marché de l'emploi et de trop faibles avancées en matière de lutte contre le réchauffement climatique préoccupent.

Malgré tout, les membres du panel se projettent dans l'avenir et sont en demande d'actions de la part des institutions européennes et des pouvoirs publics luxembourgeois. Les attentes sont fortes en matière de simplification administrative, de construction de logements publics, de réformes fiscales, d'investissements dans l'IA et la défense, de politiques européennes proactives en faveur de l'immigration économique et de renforcement du marché unique.

Le Consensus économique d'IDEA a pour but de révéler et d'analyser le sentiment d'un panel de décideurs économiques, politiques, de partenaires sociaux et d'économistes sur les principales tendances d'évolution de la conjoncture, le scénario macroéconomique privilégié au Luxembourg, ainsi que les grands défis politico-économiques et les réponses à apporter à ces derniers.

Les résultats du Consensus ne reflètent pas l'opinion des économistes d'IDEA mais celles des 114 membres du panel qui ont répondu à un questionnaire anonyme (12 questions en ligne) entre les 3 et 23 mars 2026. Cette participation correspond à un taux de réponse de 38 % sur les 300 membres du panel¹. La guerre en Iran ayant débuté le 28 février, la perception sur les conséquences économiques de ce conflit peuvent varier selon le moment où les panélistes ont répondu.

¹ Voir les détails du panel et le questionnaire en annexe.

« Quelques paris » sur 2026

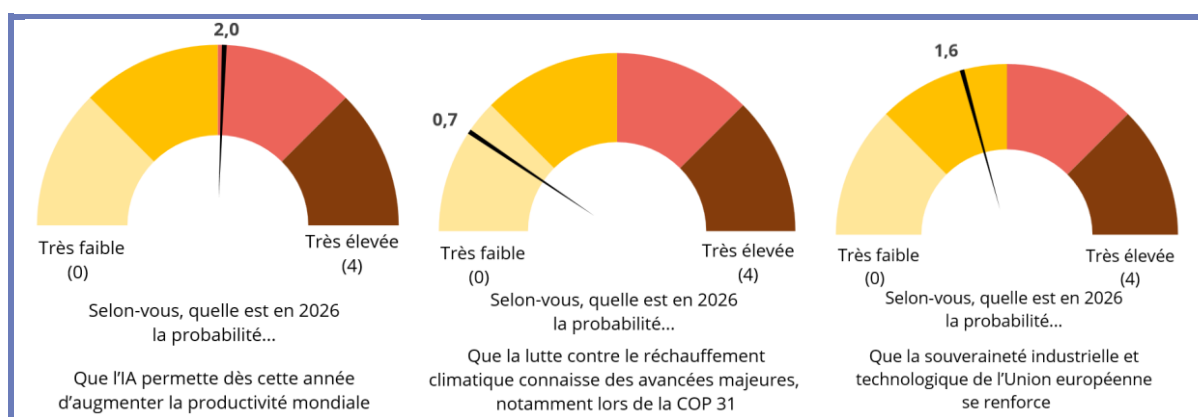
Alors que la zone euro et le Luxembourg espéraient connaître un rebond économique lors des années 2026 et 2027, la guerre en Iran a renversé cet optimisme, mettant en exergue l'importance du détroit d'Ormuz pour la stabilité énergétique mondiale. Les membres du panel ont donc, une fois de plus, dû répondre au Consensus lors d'une période troublée sur le plan géopolitique et économique. Il en ressort un pessimisme ambiant quant au proche avenir de l'Union européenne et du monde, ainsi qu'à la possibilité d'un retour à une dynamique économique porteuse au Luxembourg.

Contexte international : la Vie en morose

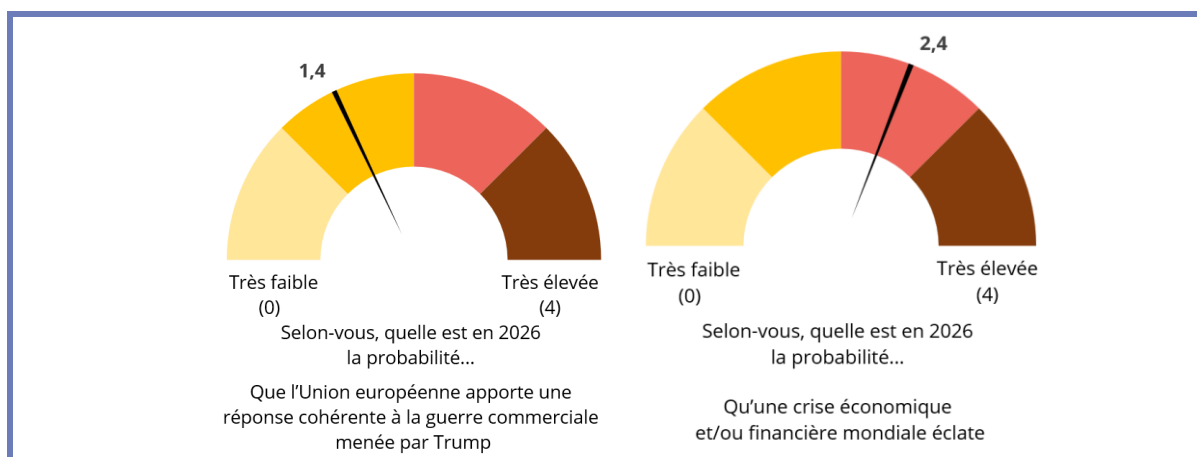
Les panélistes peinent à voir des éclaircies en Europe et dans le monde pour l'année 2026. Près d'un répondant sur deux (49 %) considère qu'il est plutôt probable ou très probable qu'une crise économique et/ou financière mondiale éclate durant l'année. De même, ils ont peu d'attente quant à la prochaine COP dont la 31^{ème} édition sera organisée à Antalya, en Turquie, sous gouvernance australienne. L'absence programmée d'une délégation officielle américaine, en raison d'un gouvernement climato-sceptique, est un frein à des grandes avancées dans la lutte contre le réchauffement climatique.

En outre, les membres du panel jugent durement la capacité de l'Union européenne à réagir aux défis qui se dressent face à elle. 54 % d'entre eux pensent que l'UE ne sera pas capable d'apporter une réponse cohérente à la guerre commerciale menée par Trump, soit 10 % de plus que l'an passé². Seuls 15 % du panel anticipent un renforcement de la souveraineté industrielle et technologique de l'économie européenne, malgré la tenue de sommets tels que celui ayant eu lieu de manière informelle au château d'Alden Biesen en février et la multiplication des plans : IA, semi-conducteurs, scale-ups, énergie...

Enfin, l'IA, malgré toute ses promesses, laisse encore planer le doute sur sa capacité à augmenter la productivité mondiale à court terme. Si les estimations des économistes varient sur l'impact positif exact que pourrait avoir l'IA sur la productivité, tous s'accordent à y voir un boost non négligeable. Celui-ci pourrait, en revanche, mettre quelques années à se concrétiser. C'est ce que suggère l'enthousiasme relatif du Consensus pour l'année 2026.



² La même question a été posée lors de l'édition 2025 du Consensus. Le *Liberation Day* n'avait pas encore eu lieu mais l'arrivée prochaine de tarifs douaniers élevés était une certitude.



Retour sur les paris du Consensus de 2025

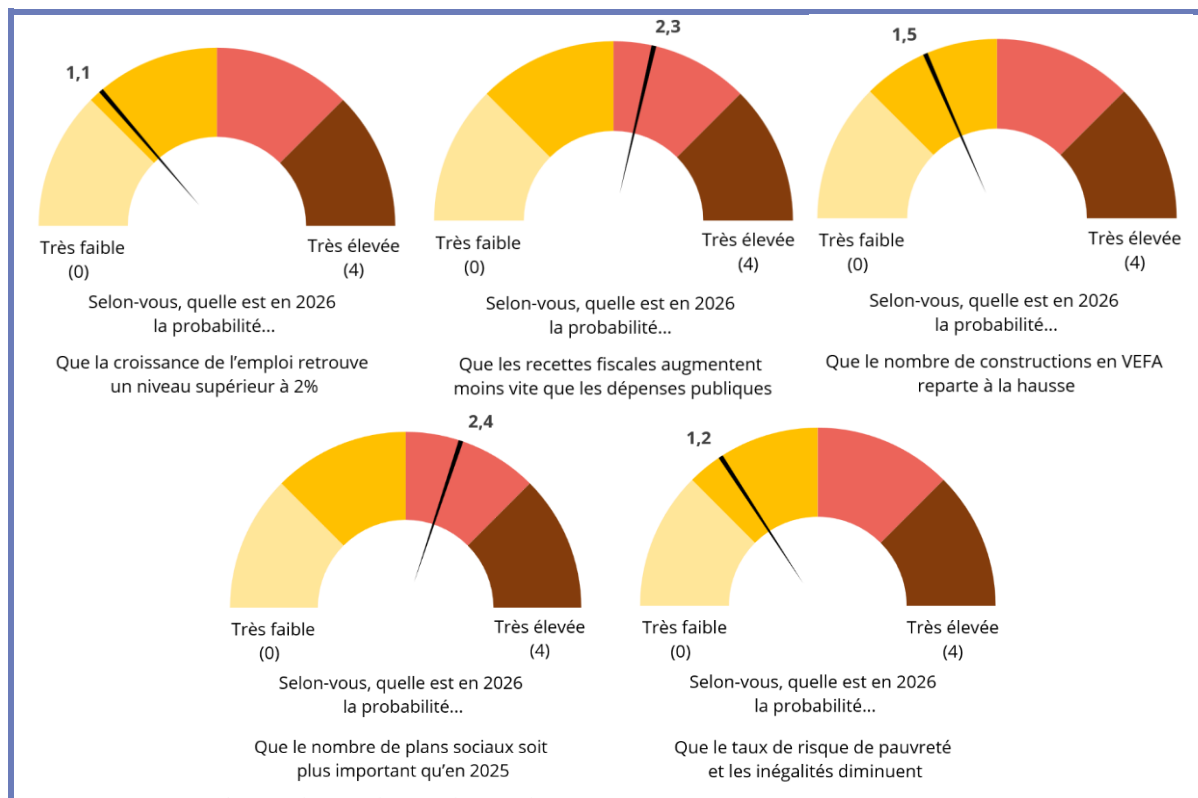
L'enquête de la 6^{ème} édition du Consensus s'était déroulée au moment des premières semaines du grand retour au pouvoir de Donald Trump, marquées par une nouvelle guerre commerciale et la perspective de tarifs douaniers extrêmement élevés. Au final, d'importants tarifs douaniers ont bien été mis en place en 2025, mais l'inventivité des pays exportateurs a permis de ne pas réduire excessivement le commerce mondial, contrairement aux craintes des membres du panel. En revanche, ceux-ci avaient certainement raison de douter de la capacité de l'UE à répondre à la pression commerciale américaine, au regard de l'accord signé dans le golf écossais du président milliardaire. Les panélistes ne s'attendaient, à juste titre, ni à un retour d'une croissance de l'emploi luxembourgeois au-dessus des 2 %, ni à des avancées pour le télétravail frontalier. Ils pensaient, par ailleurs, majoritairement qu'une réforme des pensions ne serait pas décidée. Réforme ou réformette ? Le débat demeure sur la portée de ce qui a été voté à l'automne dernier.

Tous les regards braqués vers l'emploi

Certaines problématiques de 2025 demeurent fortement présentes en 2026. C'est ainsi que trois propositions quant aux grandes tendances pour l'année ont été reprises de l'an passé pour cette édition. S'agissant des finances publiques, 53 % des panélistes estiment qu'il est plutôt probable ou très probable que les recettes fiscales progressent moins vite que les dépenses publiques en 2026, contre 39 % en 2025. De même, tout optimisme a disparu quant à un redressement du nombre de constructions en VEFA, passé d'un avis neutre en 2025 à une opinion allant vers le plutôt improbable cette année. Le sentiment des panélistes se détériore aussi pour la croissance de l'emploi, le retour vers un taux supérieur à 2 % apparaissant désormais très improbable. Au-delà de leur problématique particulière, ces trois questions illustrent une véritable perte de confiance des membres du panel dans la capacité du Luxembourg à surmonter ses défis socio-économiques à court terme.

Toujours à propos de l'emploi, certains plans sociaux ont fait la une de l'actualité en 2025, avec en toile de fond parfois un possible impact de l'IA. Les panélistes estiment une hausse du nombre de ces plans sociaux comme plutôt probable en 2026, dans un contexte de difficultés croissantes sur le marché de l'emploi.

Le gouvernement a adopté, au mois de décembre dernier, un premier Plan d'action national pour la prévention et la lutte contre la pauvreté, avec pour objectif affirmé d'améliorer durablement les conditions de vie des personnes concernées. Les panélistes émettent des doutes sur un possible recul du taux de risque de pauvreté et des inégalités en 2026, le plan très attendu n'ayant pas d'effets immédiats selon eux ou alors son impact serait neutralisé par la situation conjoncturelle.



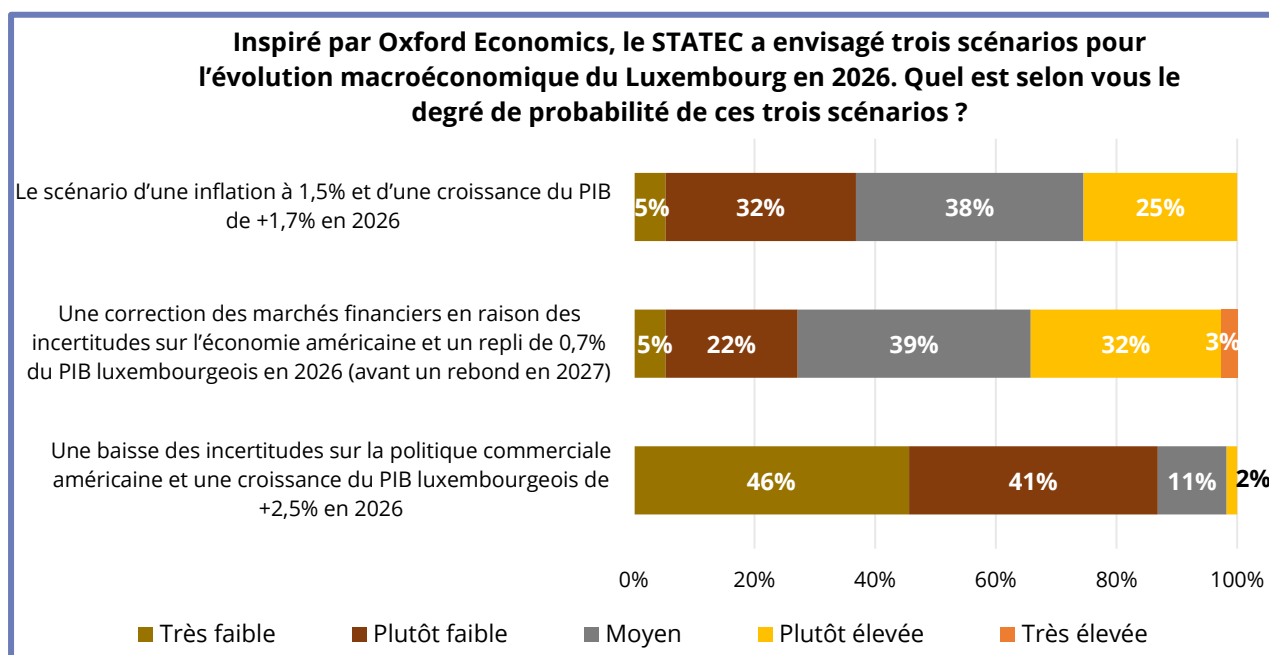
Le scénario macroéconomique luxembourgeois

Rentré dans le rang

Dans sa note de conjoncture du 2^{ème} semestre 2025³, bien antérieure au début du conflit iranien, le STATEC anticipait pour 2026 un taux d'inflation de 1,5 % et une croissance du PIB luxembourgeois de +1,7 %. Deux scénarios alternatifs ont aussi été établis par l'institut national statistique sur la conjoncture à venir, basés sur les analyses d'Oxford Economics, l'un plus optimiste et l'autre davantage pessimiste. Selon le plus défavorable, intitulé « Correction des marchés », « la hausse des incertitudes sur les perspectives d'inflation et sur la dette américaine affaiblissent les marchés financiers, alourdissent les taux d'emprunt et freinent la croissance mondiale ». Le PIB reculerait ainsi de 0,7 % en 2026, avec un rebond marqué à +2,9 % en 2027. Dans le scénario plus favorable, nommé « Incertitude politique réduite », « la baisse des incertitudes sur la politique commerciale américaine incite les entreprises à investir et recruter, ce qui soutient les bourses et stimule la demande mondiale », occasionnant une croissance du PIB luxembourgeois de +2,5 % en 2026.

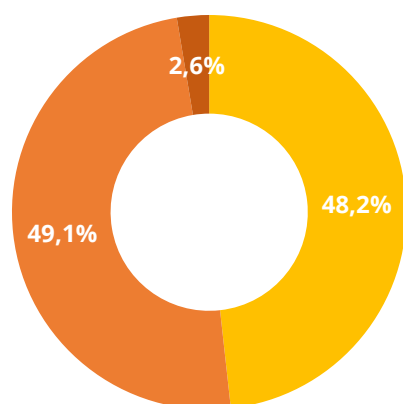
³ [Note de conjoncture 2-2025, La situation économique au Luxembourg - Évolution récente et perspectives](#), STATEC.

Les événements récents font que les panélistes estiment la probabilité du scénario défavorable légèrement supérieure à celle du scénario central. L'incertitude planerait alors sur une absence de croissance en 2026, voire sur une récession. Le scénario favorable d'une croissance du PIB de +2,5 %, pas si exceptionnel au Luxembourg, est considéré comme peu probable.



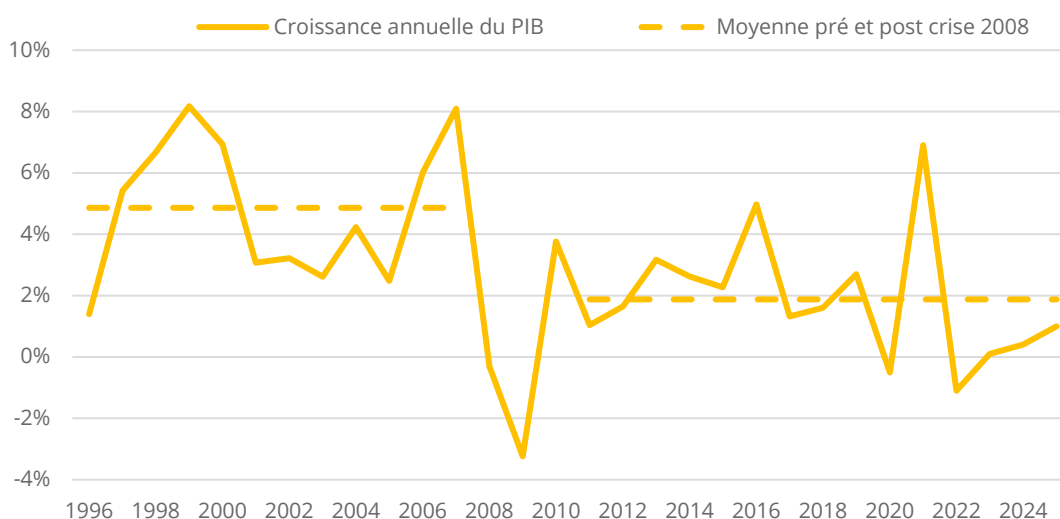
Tout comme en 2025, aucun des 114 répondants au Consensus d'IDEA n'imagine que le Luxembourg retrouvera, dans les 5 années à venir, les niveaux de croissance de sa période d'âge d'or, qui s'étend dans le graphique ci-dessous de 1996 à 2007. Leur anticipation de croissance à moyen terme s'est même fortement détériorée, avec cette année 48,2 % des répondants escomptant un ralentissement économique en dessous de 1,5 % de croissance entre 2026 et 2031, contre seulement 19,1 % d'entre eux l'an passé. Les panélistes prévoyant 2 % de croissance annuelle du PIB demeurent très légèrement majoritaires. Quant à ceux s'attendant à une hausse solide d'environ 3 %, ils ne sont plus que 2,6 % en 2026, contre 10,4 % en 2025. Faudra-t-il ajouter une troisième marche plus basse à ce graphique qui descend dans les années à venir ?

Quelle sera selon vous la croissance tendancielle de l'économie luxembourgeoise dans les 5 années à venir ?



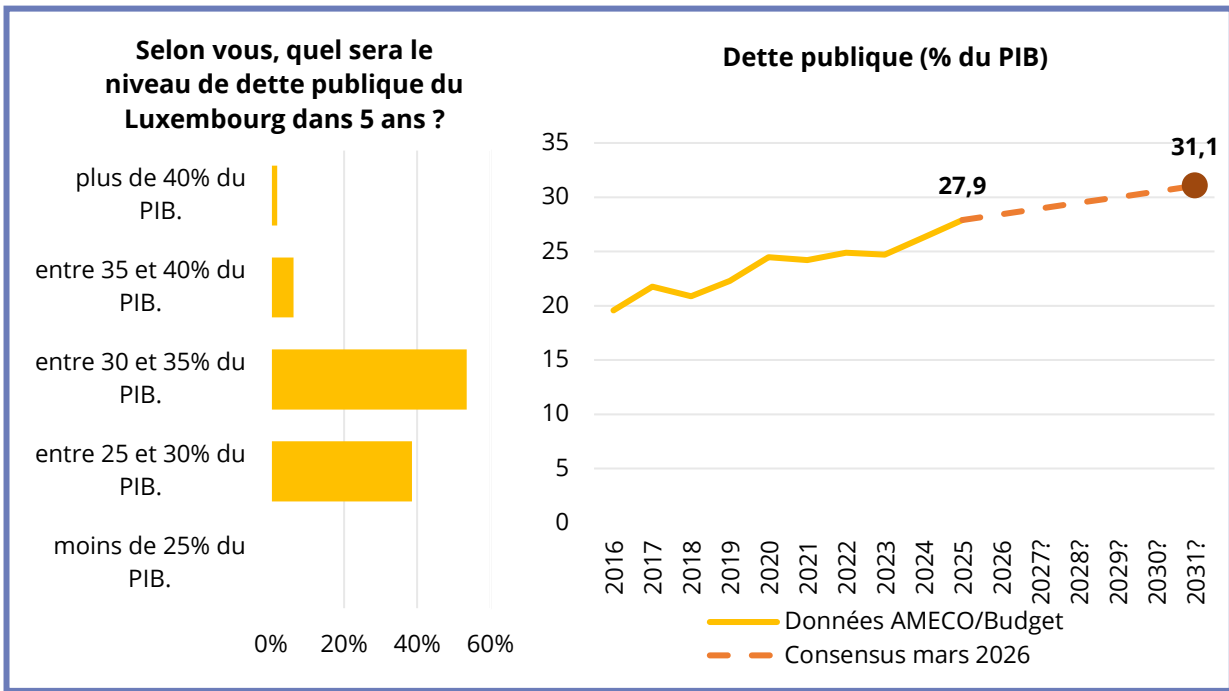
- Ralentissement au-dessous des 1,5% de croissance annuelle
- 2% de croissance annuelle, soit la moyenne des 15 dernières années
- Une croissance annuelle solide d'environ 3%
- Retour vers les 4 à 5% de croissance annuelle de la période pré-crise 2008

Croissance du PIB



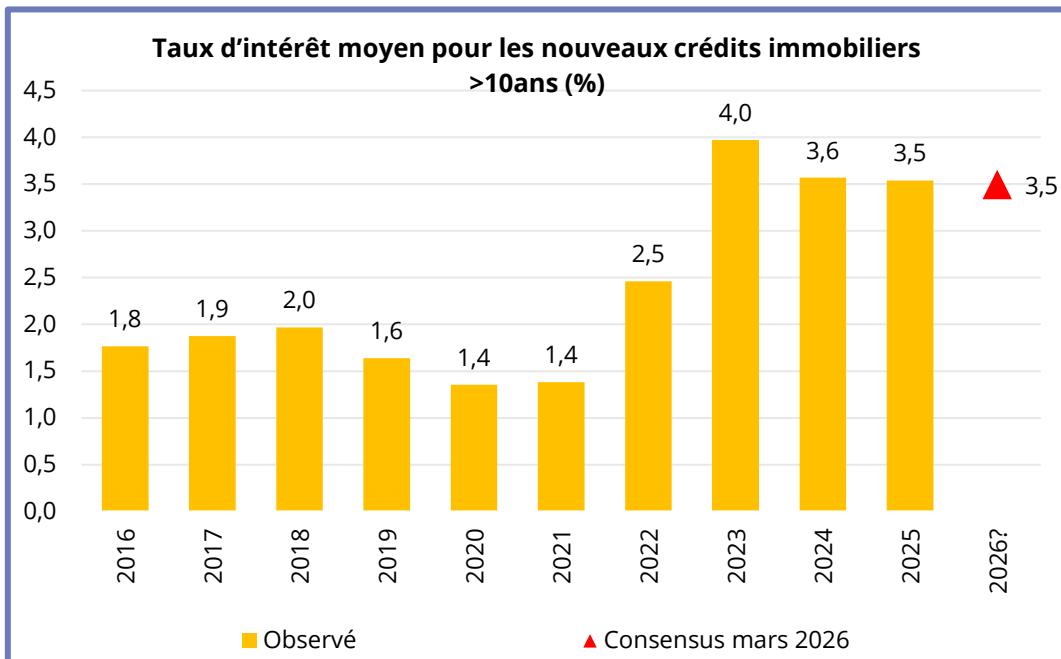
Petit à petit, la dette s'amplifie

Le budget pluriannuel 2026-2029 estimait que la dette publique atteindrait 27 % en 2029. Selon les derniers chiffres, ce chiffre a déjà été dépassé pour 2025. Les membres du Consensus anticipent une augmentation progressive de la dette publique à hauteur de 31,1 % en 2031, soit dans la lignée de la progression observée depuis 2016. La réforme fiscale d'individualisation, prévue pour entrer en vigueur au 1^{er} janvier 2028, devrait avoir un impact important sur le budget de l'Etat, ce que décrit plus en détail la partie « Regard sur les finances publiques » de l'avis annuel 2026 d'IDEA.



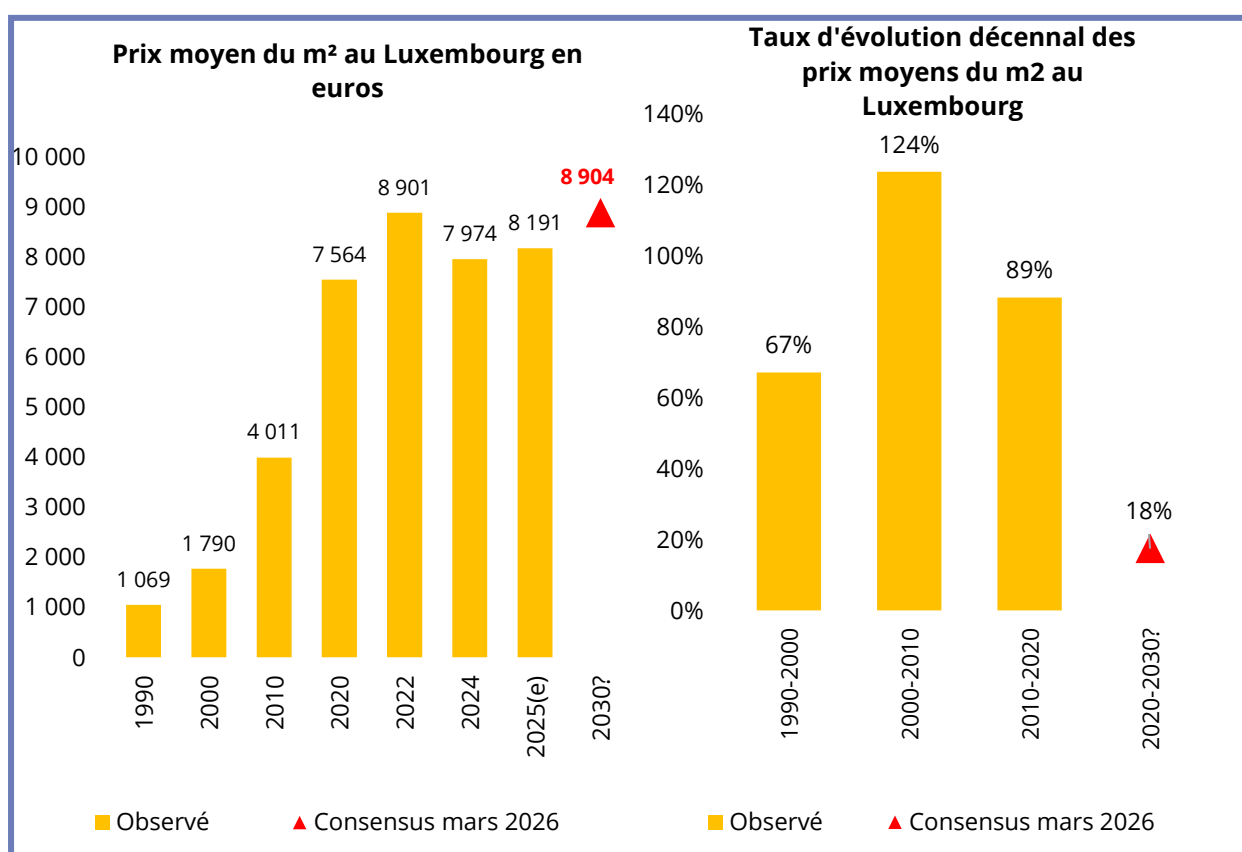
Statut quo pour les taux

L'invasion de l'Ukraine par la Russie a provoqué en 2022 un fort regain d'inflation qui s'est répercuté sur les taux d'intérêt. Le taux d'intérêt moyen pour les nouveaux crédits immobiliers supérieurs à 10 ans est ainsi passé de 1,4 % à 4,0 % en l'espace de deux ans avant de se stabiliser autour de 3,5 %. Pour 2026, les membres du Consensus anticipent un maintien de ces taux d'intérêts d'emprunt à hauteur de 3,5 %, avec à l'esprit l'effet inflationniste sur l'énergie du conflit iranien et de possibles réactions de la part de la Banque centrale européenne.



Immobilier : back to 2022 !

La correction des prix immobiliers ne devrait pas se poursuivre dans les années à venir selon les membres du panel, ceux-ci escomptant un retour des prix au m² de 2022 d'ici 2030. La décennie 2020 verrait ainsi les prix de l'immobilier augmenter de 18 %. C'est une dynamique bien moindre qu'au cours des décennies 2000 (+ 124 %) et 2010 (+ 89 %), et inférieure à ce que devrait être l'inflation sur la même période (déjà + 20 % entre 2020 et 2026). Le ressenti des membres du Consensus sur l'évolution des prix de l'immobilier a fortement fluctué au cours des dernières années. En 2024, ils estimaient que la barrière des 10.000 euros serait dépassée d'ici 2030, tandis que dans l'édition du Consensus 2025, cette même estimation donnait un prix moyen du m² de 8.541 euros.



Sources : STATEC, CHD, BRI, Consensus IDEA

Année de la compétitivité : moins de papiers et plus de logements

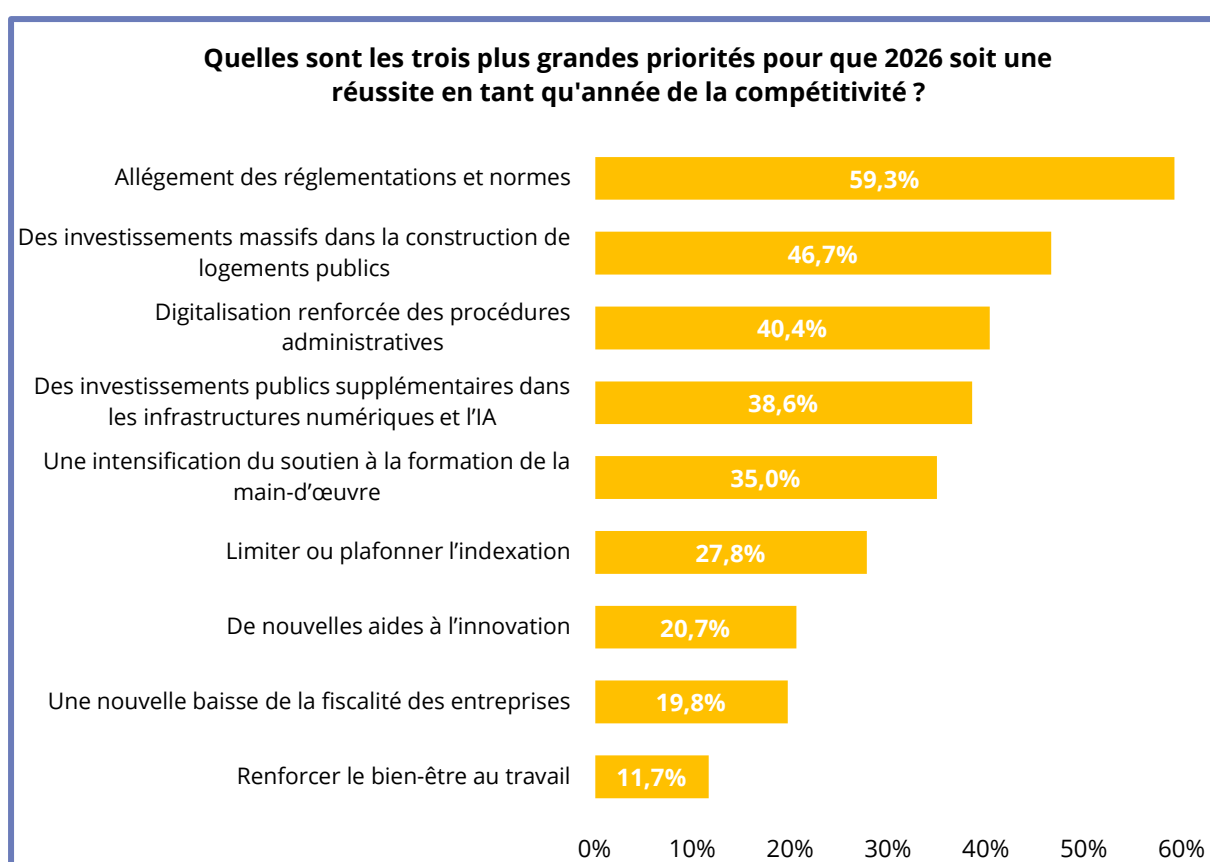
Le Premier ministre s'est engagé au début du mois de janvier à faire de 2026 l'année de la compétitivité. IDEA a ainsi décidé d'interroger les membres du Consensus sur les grandes priorités pour cette année de la compétitivité. Parmi neuf politiques susceptibles de l'améliorer, les répondants devaient en choisir trois.

La simplification administrative apparaît grande gagnante, apparaissant en 1^{ère} (« Allègement des réglementations et normes ») et 3^{ème} position (« Digitalisation renforcée des procédures administratives ») des priorités citées par les répondants. La 2^{ème} priorité la plus mentionnée est la réalisation « d'Investissements massifs dans la construction de logements publics », alors que ce même Consensus estime que la reprise des ventes en VEFA n'aurait pas lieu en 2026.

Les deux autres priorités mises en avant par plus d'un tiers des panélistes sont « Des investissements publics supplémentaires dans les infrastructures et l'IA » ainsi « qu'Une intensification du soutien à la formation de la main-d'œuvre ». Ces actions de plus moyen terme pourraient s'avérer nécessaires pour que l'économie exploite les potentialités de l'IA, en termes de productivité notamment, au même titre que les concurrents du Luxembourg.

Malgré les pressions inflationnistes provoquées par le conflit iranien et un débat en cours sur le niveau du salaire social minimum (SSM) au moment de l'enquête, « Limiter ou plafonner l'indexation » n'apparaît qu'en 6^{ème} position des priorités citées par les panélistes. De même, « Une nouvelle baisse de la fiscalité des entreprises » a été mentionnée par moins d'un répondant sur cinq, malgré qu'il s'agisse d'un axe important de la politique économique du gouvernement.

De possibles « Nouvelles aides à l'innovation » et le « Renforcement du bien-être au travail » font aussi partie des facteurs de productivité les moins évoqués par le Consensus.



Un Consensus pro-réformes

Cinq affirmations ont été testées sur les grands enjeux économiques et sociaux luxembourgeois et les politiques publiques à y consacrer. Les panélistes avaient le choix entre cinq réponses selon leur degré d'approbation ou de désapprobation des affirmations testées⁴.

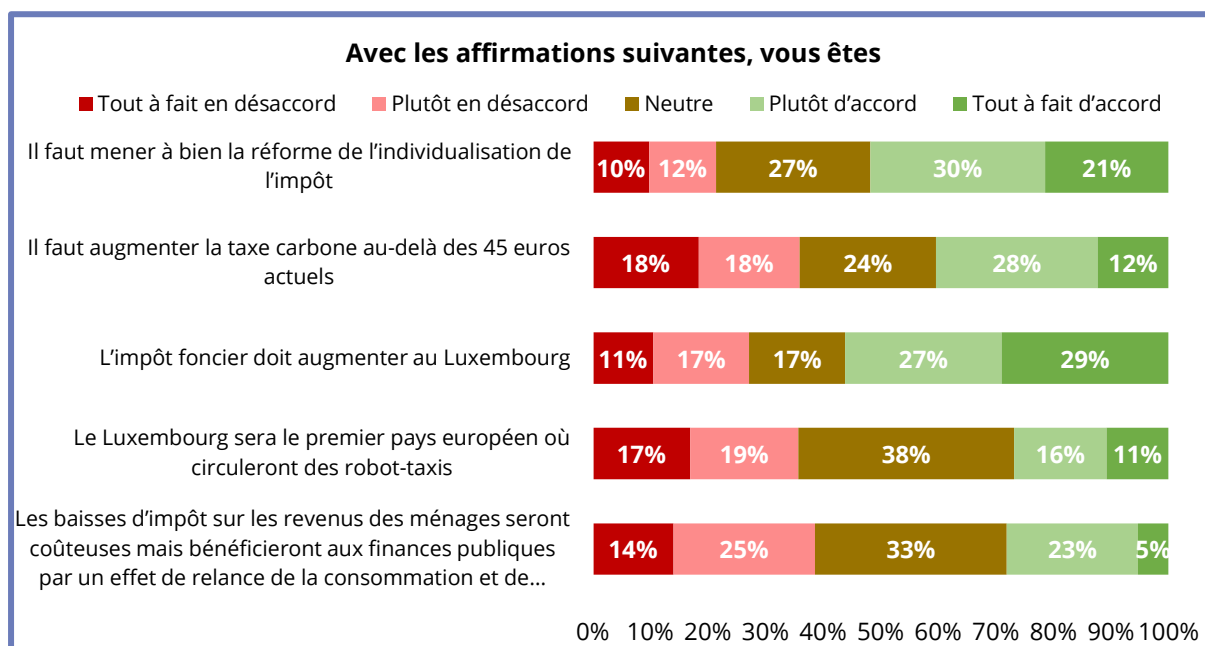
La grande réforme fiscale d'individualisation obtient le soutien du panel du Consensus, 52 % d'entre eux étant plutôt d'accord et tout à fait d'accord avec ce futur bouleversement et 21 % s'y

⁴ Tout à fait en désaccord, Plutôt en désaccord, Neutre, Plutôt d'accord, Tout à fait d'accord, chacune étant matérialisée par des émoticônes.

opposant. L'approbation est encore plus importante en faveur d'une augmentation de l'impôt foncier qui permettrait de compenser en partie la perte fiscale pour l'Etat provoquée par la baisse de l'imposition des ménages. De fait, les panélistes ont des doutes sur la capacité de la baisse de la taxation des revenus des ménages à engendrer des bénéfices sur les finances publiques par l'intermédiaire d'un effet de relance de la consommation et de l'investissement. Seuls 28 % des répondants ont tendance à croire dans cet effet positif. L'impact socioéconomique des baisses d'impôt décidées par l'actuel gouvernement sera l'un des grands enjeux des prochaines élections législatives.

Le Luxembourg a décidé de rejoindre ETS 2 (*EU Emissions Trading System 2*), ce qui fait que sa taxe carbone sera commune avec de nombreux autres Etats membres d'ici 2028. Il reste encore de nombreuses incertitudes sur le prix de marché européen du carbone à cet horizon dans le cadre d'ETS 2, les experts penchant à l'heure actuelle vers une fourchette de prix allant de 45 à 90 euros. D'ici là, la taxe carbone luxembourgeoise de 45 euros pourrait ou pas augmenter, afin de partiellement se rapprocher des coûts de l'essence des pays voisins. Les panélistes n'émettent pas d'avis clair sur la pertinence d'une telle hausse, celle-ci demeurant pour eux une possibilité. Une augmentation de la taxe carbone pourrait favoriser l'atteinte des objectifs écologiques du Luxembourg si cela avait pour conséquence de diminuer le Tanktourismus.

Alors que se faire conduire par un robot-taxi est déjà une réalité en Californie et en Asie, l'Europe a pris quelques retards en la matière. Le Luxembourg avait dès 2016 (dans le cadre de la Troisième Révolution Industrielle notamment) émis la volonté de se positionner sur un domaine alors émergent. Il a aujourd'hui l'ambition d'être parmi les premiers en Europe à déployer des taxis autonomes. Le Grand-Duché espère en tirer des bénéfices en termes économiques, attraction d'entreprises étrangères leader du secteur, et de *nation branding*. Les retards pris par le Luxembourg et le développement d'autres initiatives ailleurs en Europe font que le panel doute de sa capacité à être un précurseur dans ce domaine durant les mois à venir, avec seulement 27 % de panélistes plutôt d'accord ou tout à fait d'accord avec cette affirmation.



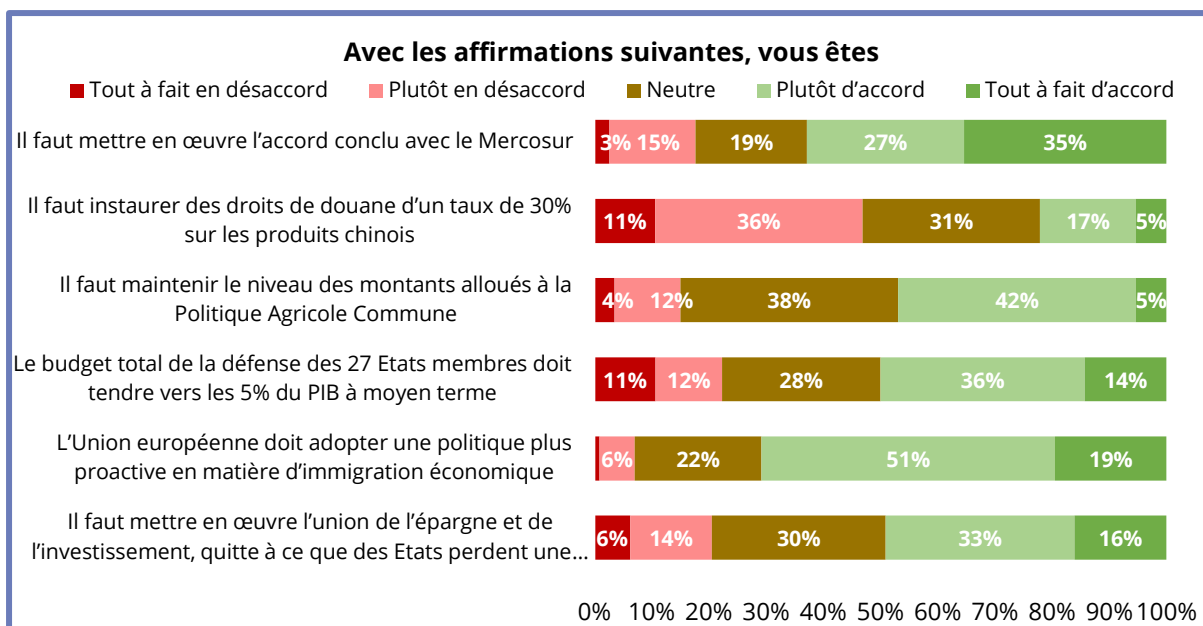
Libre-échange et UE plus active

Les membres du Consensus se positionnent en faveur du libre-échange face à deux grands dilemmes actuels européens. En effet, l'accord conclu avec le Mercosur a fait apparaître de fortes divergences au sein de l'Union entre des Etats membres soutenant fortement ce partenariat (Allemagne, Pays-Bas, Espagne, Portugal...) et des pays s'y opposant fermement pour des raisons agricoles et environnementales (France, Pologne, Irlande, Autriche... et une abstention de la Belgique). 63 % des panélistes pensent qu'il faut mettre en œuvre cet accord, tandis que 18 % sont contre, marquant une forte volonté de renforcer les échanges commerciaux entre l'Union européenne et l'Amérique du Sud. Face à un possible déferlement de produits industriels chinois sur le sol européen, en raison des fortes capacités de production et d'innovation de l'industrie chinoise et des barrières commerciales instaurées aux Etats-Unis, le panel du consensus ne se prononce pas en faveur d'une forte hausse des droits de douane sur les produits chinois. Cette proposition a notamment été évoquée en France.

Par ailleurs, les panélistes sont en demande de politiques européennes plus ambitieuses, un message qui était déjà ressorti d'éditions antérieures du Consensus. Ils militent pour la mise en œuvre de l'union de l'épargne et de l'investissement, malgré les réserves émises par la Place quant à une régulation trop centralisée de la finance européenne. En matière d'immigration économique, ils sont même 71 % à demander une politique plus proactive à l'Union européenne. Sur ce sujet, la problématique des pénuries de main-d'œuvre fait moins la une de l'actualité par rapport à quelques années plus tôt, tandis que le Luxembourg tente de renforcer son attractivité pour les talents.

Les répondants sont aussi pour une augmentation des dépenses de défense des 27 Etats membres, jusqu'à 5 %. En 2026, 50 % des panélistes sont plutôt d'accord ou tout à fait d'accord avec cette affirmation, contre 46 % en 2025. Cette légère hausse pourrait s'expliquer par les troubles géopolitiques et les tensions entre les Etats-Unis et ses partenaires de l'OTAN observés au cours des 12 derniers mois.

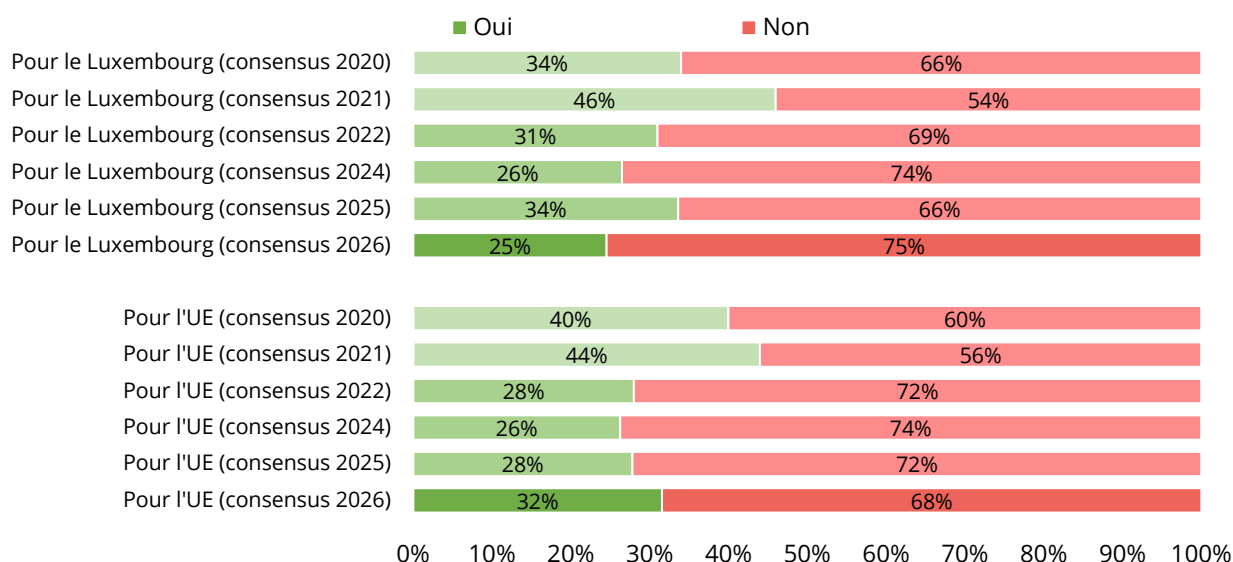
Enfin, alors que le budget de l'Union européenne consacré au soutien de l'agriculture pourrait diminuer dans les années à venir, ce qui a provoqué des vagues de mobilisations agricoles dans toute l'Europe en 2024 et 2025, les panélistes s'expriment majoritairement en faveur d'un maintien du niveau des montants alloués à la Politique Agricole Commune.



Objectif climatique : l'UE devant le Luxembourg

Les circonspects sur la faculté d'atteindre les objectifs climatiques européens et luxembourgeois demeurent majoritaires en 2026, alors qu'il ne reste plus que 4 ans avant l'année 2030. Ils sont, cette année, un peu plus nombreux (32 %) à accorder leur confiance dans l'ensemble des Etats membres pour y arriver que pour le seul Luxembourg (25 %). Une accélération de l'électrification de l'économie est espérée par l'avis annuel 2026 d'IDEA, en réponse à la crise énergétique actuelle. L'opinion des membres du Consensus pourrait ainsi encore fluctuer l'an prochain, au regard des réactions du gouvernement et des citoyens à la hausse des prix de l'énergie.

Selon vous, les objectifs actuels en matière de réduction des gaz à effets de serre pour 2030 sont-ils atteignables pour l'UE... et pour le Luxembourg ?



Citations marquantes des panélistes lors de cette édition 2026

Bon questionnaire, mais hypothéqué par la guerre contre l'Iran, aux effets guère prédictibles.

After the war in Iran the likelihood of a crisis is very high.

Much will depend on inflation, at the moment of writing, very uncertain.

If tax cuts on households are targeted and not across-the-board, then they can stimulate consumption. Further tax cuts for higher-income households do not necessarily spur investment as most savings would end up as bank deposits, they would have to be flanked by additional measures to channel them into productive investments.

I found that policy options to reduce public expenditures, like on pensions and government administration, were surprisingly absent from the policy proposals mentioned in the survey.

Instituer comme priorité la réduction importante des délais de toutes les procédures.

You forget that commuters have allowed an increased labor offer in the past - this efficient growth factor will slowly continue to disappear.

In terms of productivity gains coming from AI, we are at the beginning of a J curve (the adoption phase creates many challenges in terms of organization re-structuring and upskilling)

Manque peut-être dans le questionnaire des questions sur l'efficience ou les opportunités que les actions à l'échelle de la Grande Région pourraient offrir.

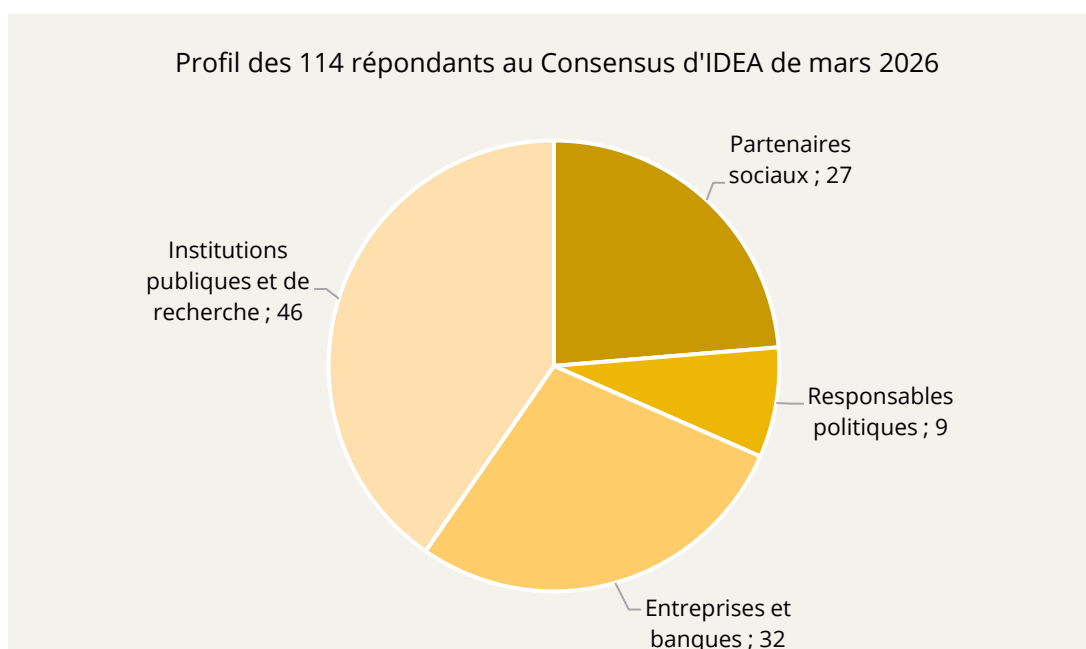
ANNEXE : Panel et questionnaire du consensus économique

Panel

300 décideurs économiques, politiques, partenaires sociaux et économistes du Luxembourg issus de quatre grandes catégories ont été sélectionnés pour composer le panel : les entreprises (y compris le secteur financier), les institutions publiques et de recherche, les responsables politiques et les partenaires sociaux (organisations patronales et salariales).

La démarche de sélection des membres du consensus répond à un simple critère : exercer une profession ou un mandat représentatif nécessitant, a priori, de connaître et/ou d'analyser régulièrement les grandes données macroéconomiques luxembourgeoises.

114 personnes ont répondu au questionnaire personnel et anonyme (12 questions en ligne), soit un taux de réponse de 38 %, en léger retrait par rapport au taux observé pour le consensus de février 2025 (43 %), mais avec un nombre total de répondants similaires. Le profil des répondants s'accorde avec celui du panel, avec une légère sous-représentation des membres du groupe « responsables politiques » et une sur-représentation des groupe « partenaires sociaux » et « Institutions publiques et de recherche ». La participation des experts en provenance des « partenaires sociaux » a augmenté par rapport à l'édition précédente.



Questionnaire Consensus Economique IDEA – Mars 2026

Note: le questionnaire a été administré sur une plateforme en ligne. Les membres du Panel ont été invités à y répondre par l'envoi d'un lien personnel et unique.

Bienvenue dans le questionnaire du consensus économique d'IDEA.

Environ 10 minutes sont nécessaires pour le remplir.

Vous avez jusqu'au **vendredi 20 mars** pour y répondre.

Les réponses sont personnelles, anonymisées et traitées dans le respect dans la [Politique de protection des données personnelles d'IDEA](#).

Merci d'avance !

1. Selon vous, quelle est en 2026 la probabilité...

	Très faible	Plutôt faible	Moyenne	Plutôt élevée	Très élevée
Que l'IA permette dès cette année d'augmenter la productivité mondiale					
Que la lutte contre le réchauffement climatique connaisse des avancées majeures, notamment lors de la COP 31					
Que la souveraineté industrielle et technologique de l'Union européenne se renforce					
Que l'Union européenne apporte une réponse cohérente à la guerre commerciale menée par Trump					
Qu'une crise économique et/ou financière mondiale éclate					

Commentaire

--

2. Quelle est la probabilité en 2026, pour l'économie luxembourgeoise...

	Très faible	Plutôt faible	Moyenne	Plutôt élevée	Très élevée
Que la croissance de l'emploi retrouve un niveau supérieur à 2 %					
Que les recettes fiscales augmentent moins vite que les dépenses publiques					
Que le nombre de constructions en VEFA reparte à la hausse					
Que le nombre de plans sociaux soit plus important qu'en 2025					
Que le taux de risque de pauvreté et les inégalités diminuent					

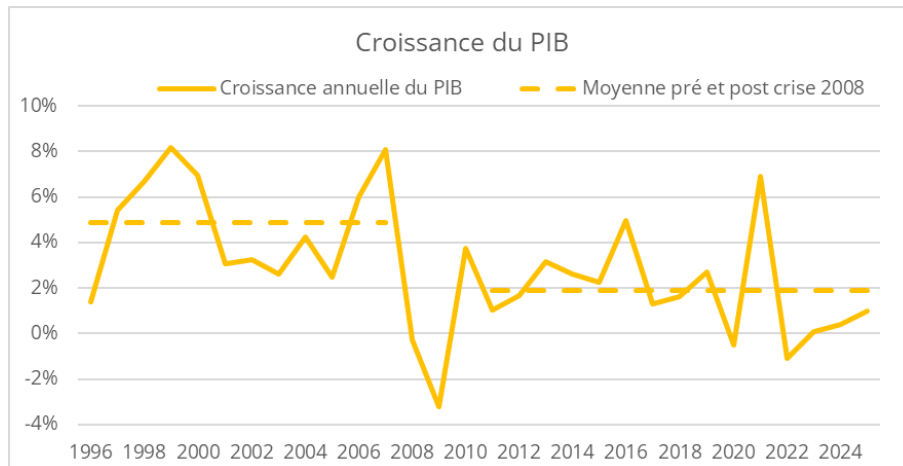
Commentaire

--

3. Inspiré par Oxford Economics, le STATEC a envisagé trois scénarios pour l'évolution macroéconomique du Luxembourg en 2026. Quel est selon vous le degré de probabilité de ces trois scénarios ?

	Très faible	Plutôt faible	Moyenne	Plutôt élevé	Très élevé
Le scénario d'une inflation à 1,5 % et d'une croissance du PIB de +1,7 % en 2026					
Une correction des marchés financiers en raison des incertitudes sur l'économie américaine et un repli de 0,7 % du PIB luxembourgeois en 2026 (avant un rebond en 2027)					
Une baisse des incertitudes sur la politique commerciale américaine et une croissance du PIB luxembourgeois de +2,5 % en 2026					

4. Quelle sera selon vous la croissance tendancielle de l'économie luxembourgeoise dans les 5 années à venir ?



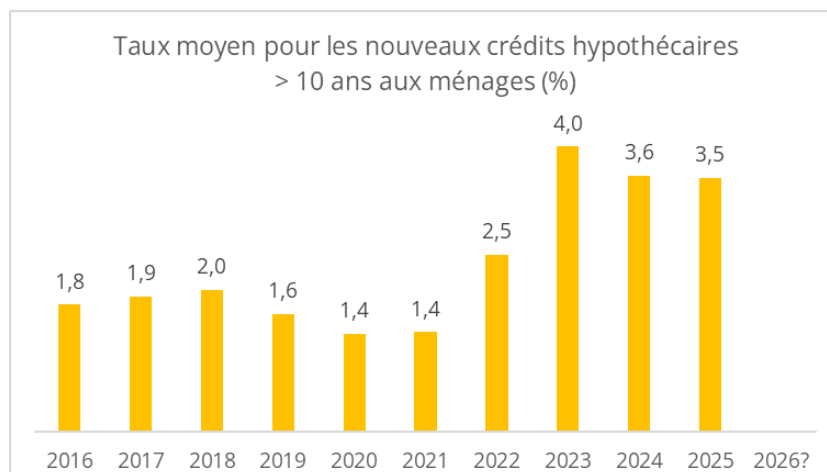
Retour vers les 4 à 5 % de croissance annuelle de la période pré-crise 2008

Une croissance annuelle solide d'environ 3 %

2 % de croissance annuelle, soit la moyenne des 15 dernières années

Ralentissement au-dessous des 1,5 % de croissance annuelle

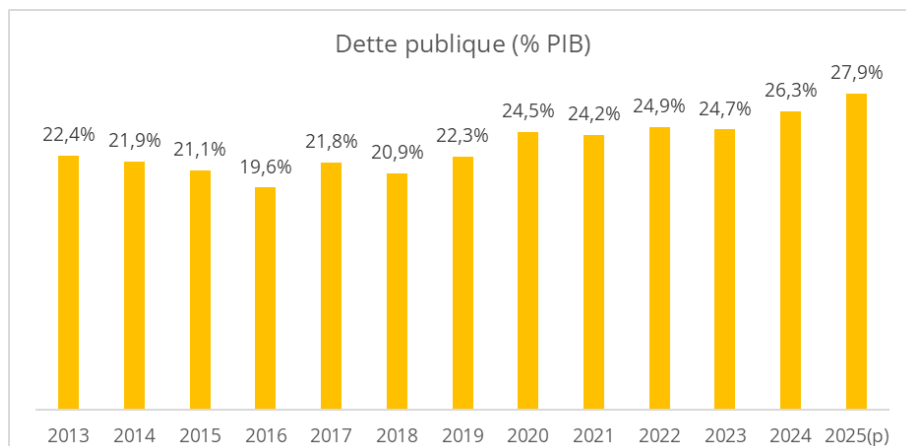
5. Selon vous, quel sera le taux d'intérêt moyen pour les nouveaux crédits immobiliers >10ans au Luxembourg en 2026 ?



Avec un point pour la décimale, par exemple 2.4 !

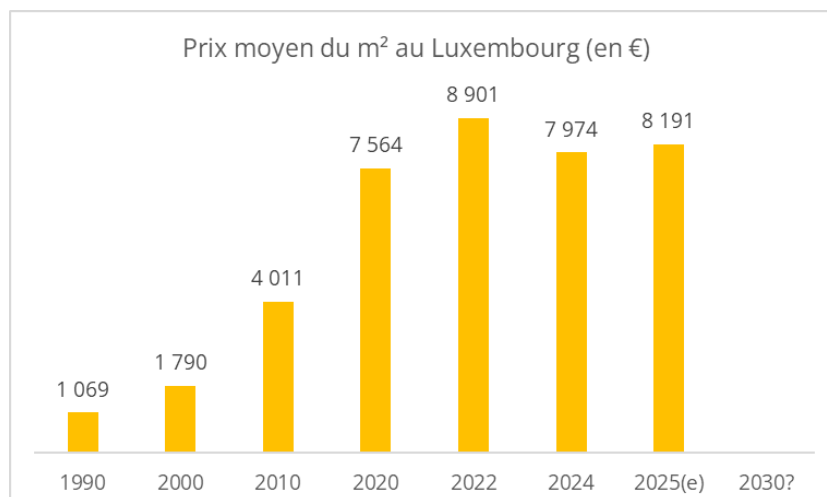
Commentaire

6. Selon vous, quel sera le niveau de dette publique du Luxembourg dans 5 ans (2031) ?



- moins de 25 % du PIB.
- entre 25 et 30 % du PIB.
- entre 30 et 35 % du PIB
- entre 35 et 40 % du PIB.
- plus de 40 % du PIB.

7. Selon vous, quel sera le prix moyen du m² au Luxembourg en 2030 en € ?



Seul un nombre est accepté !

 €

Commentaire

8. Le Premier ministre Luc Frieden a déclaré que 2026 serait l'année de la compétitivité pour le Luxembourg. Quelles sont pour vous les trois plus grandes priorités parmi les actions suivantes pour que cette année de la compétitivité soit une réussite ?

- Digitalisation renforcée des procédures administratives
- Allègement des réglementations et normes
- Une nouvelle baisse de la fiscalité des entreprises
- Des investissements publics supplémentaires dans les infrastructures numériques et l'IA
- De nouvelles aides à l'innovation
- Une intensification du soutien à la formation de la main-d'œuvre
- Renforcer le bien-être au travail
- Des investissements massifs dans la construction de logements publics
- Limiter ou plafonner l'indexation

Commentaire

9. Avec les affirmations suivantes, vous êtes :



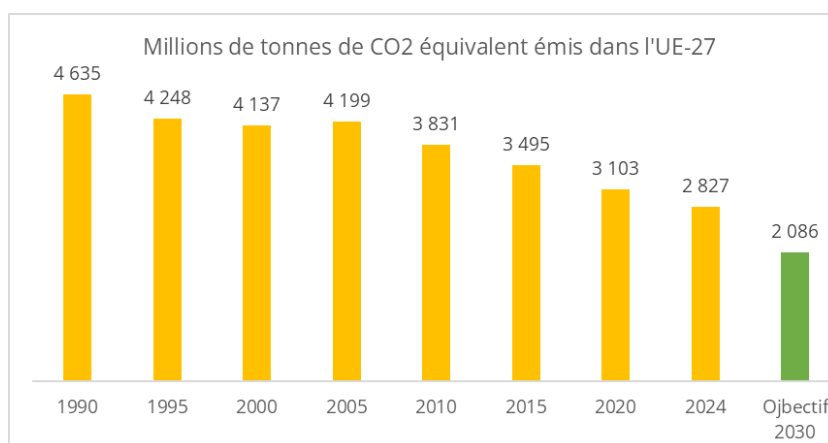
	Tout à fait en désaccord	Plutôt en désaccord	Neutre	Plutôt d'accord	Tout à fait d'accord
Il faut mettre en œuvre l'accord conclu avec le Mercosur					
Il faut instaurer des droits de douane d'un taux de 30 % sur les produits chinois					
Il faut maintenir le niveau des montants alloués à la Politique Agricole Commune					
Le budget total de la défense des 27 Etats membres doit tendre vers les 5 % du PIB à moyen terme					
L'Union européenne doit adopter une politique plus proactive en matière d'immigration économique					
Il faut mettre en œuvre l'union de l'épargne et de l'investissement, quitte à ce que des Etats perdent une partie de leur pouvoir de régulation					

	Tout à fait en désaccord	Plutôt en désaccord	Neutre	Plutôt d'accord	Tout à fait d'accord
Il faut mener à bien la réforme de l'individualisation de l'impôt					
Il faut augmenter la taxe carbone au-delà des 45 euros actuels					
L'impôt foncier doit augmenter au Luxembourg					
Le Luxembourg sera le premier pays européen où circuleront des robot-taxis					
Les baisses d'impôt sur les revenus des ménages seront coûteuses mais bénéficieront aux finances publiques par un effet de relance de la consommation et de l'investissement					

Commentaire

10. Selon vous, les objectifs européens actuels* en matière de réduction des gaz à effets de serre pour 2030 sont-ils atteignables ?

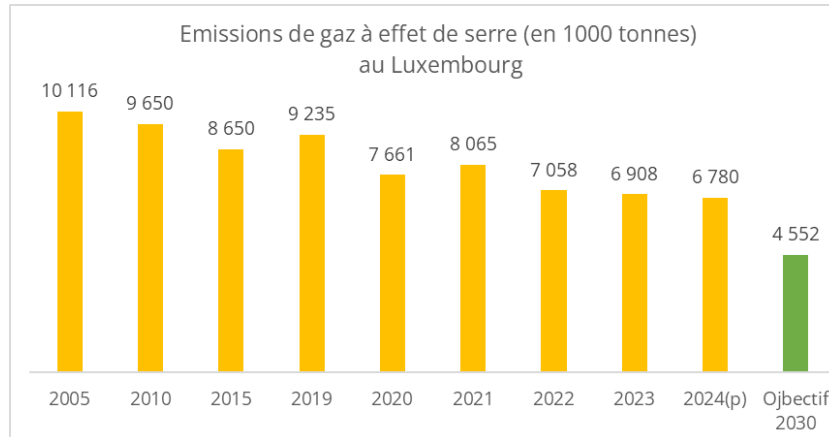
*Réduire les émissions de gaz à effet de serre d'au moins 55 % par rapport aux niveaux de 1990



- Oui.
- Non.

11. Selon vous, les objectifs luxembourgeois actuels* en matière de réduction des gaz à effets de serre pour 2030 sont-ils atteignables ?

*Réduire les émissions de gaz à effet de serre de 55 % par rapport aux niveaux de 2005 (hors émissions ETS).



- Oui.
- Non.

Merci d'avoir participé au consensus économique. Nous vous enverrons les résultats prochainement.

Avez-vous des commentaires sur ce questionnaire ?